

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
Pôle Carrières et Déchets
2 quai de Verdun
82000 MONTAUBAN

MONTAUBAN, le 06/12/23

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GD MONTAUBAN COMMUNAUTE AGGLO

C.A.P.M.T.R.
rue de l'hôtel de Ville BP 764
82000 Montauban

Références : AR/2023-1437
Code AIOT : 0006803623

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2023 dans l'établissement GD MONTAUBAN COMMUNAUTE AGGLO implanté lieu-dit lalauze 82000 Montauban. L'inspection a été annoncée le 26/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE » et notamment au regard de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2021. L'inspection a porté sur la plateforme de compostage et la déchetterie. La dernière visite d'inspection a été réalisée le 24 janvier 2019 et portait sur la déchetterie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GD MONTAUBAN COMMUNAUTE AGGLO
- lieu-dit lalauze 82000 Montauban
- Code AIOT : 0006803623
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Grand Montauban Communauté d'Agglomération (GMCA) et le Syndicat Mixte de Traitement des Ordures Ménagères et Autres Déchets (SIRTOMAD) exploitent conjointement sur le site d'ECOSUD,

dans la zone d'activités Albasud II à Montauban, un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) de gestion et de traitement des déchets. Grand Montauban Communauté d'Agglomération, par convention avec le SIRTOMAD, devient délégataire de la gestion réglementaire de ces installations classées pour la protection de l'environnement.

Ces installations comprennent notamment :

- une déchetterie ;
- une plateforme de compostage ;
- un quai de transfert des emballages ménagers ;
- un pont bascule commun aux installations susmentionnées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites de l'inspection de 2019,
- le récolement aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de 2021,
- l'installation de compostage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Suites VI 24012019	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 11	Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	30 jours
6	Suites VI 24012019	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43	Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	30 jours
7	Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 18/10/2021, article 5	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
8	Surveillance émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 18/10/2021, article 6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Entretien	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Exploitation	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.5	/	Lettre de suite préfectorale	30 ours
12	Exploitation	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.7	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
13	Exploitation	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.8	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
16	Eau	Arrêté Ministériel du	/	Lettre de suite	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		12/07/2011, article 5.7		préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suites VI 24012019	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 2	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Suites VI 24012019	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Suites VI 24012019	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 13	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Suites VI 24012019	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.1	/	Sans objet
14	Exploitation	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.9	/	Sans objet
15	Risque	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 4.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, il a été constaté 7 points de contrôle conformes et 9 points de contrôle non conformes. Ces faits non-conformes n'engagent pas la sécurité et ne présentent pas un risque important pour la protection de l'environnement ou peuvent être mis en conformité rapidement. Ainsi, il est proposé une lettre de suites préfectorale afin que l'exploitant se mette en conformité dans les délais spécifiés dans le rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites VI 24012019

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 2
Thème(s) : Autre, Plan
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation de l'installation afin de respecter les prescriptions du présent arrêté. Constat dernière visite : L'inspection demande à l'exploitant la mise à jour du plan d'exploitation.
Constats : Le plan d'exploitation a été consulté le jour de la visite d'inspection, il a été mis à jour en octobre 2023 et n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection. Le constat de la visite précédente est levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suites VI 24012019

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10
Thème(s) : Autre, Plan
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Constat visite précédente : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan global avec les parties de l'installation susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre. Observation : Mettre en place, dans le délai d'un mois : • la signalétique adaptée sur les zones de la déchetterie susceptibles de présenter un risque d'incendie, d'atmosphère explosible et/ou d'émanations toxiques, • le plan général de la déchetterie à l'entrée du site indiquant notamment les zones à risques. L'inspection rappelle à l'exploitant que ce plan pourra être utile au service d'incendie et de secours en cas d'incident. Il peut faire l'objet d'une communication au centre de secours le plus proche.
Constats : Le plan général des zones à risque est affiché au sein de l'installation, la signalétique est présente

<p>au sein de la déchetterie. Le plan pourrait être amélioré afin de voir plus clairement les zones de stockage de produits chimique.</p> <p>Le constat de la visite précédente est levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Suites VI 24012019

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Registre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan général des stockages n'est pas annexé au registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus. Le plan des zones à risques permet de situer les zones de stockage mais ne précise pas l'emplacement des produits au sein des zones de stockage.</p> <p>L'exploitant a présenté les fiches de données de sécurité du GNR, produit présent sur l'installation. La fiche de données de sécurité date de juillet 2022.</p> <p>L'exploitant annexera au registre le plan des zones de stockages en précisant clairement l'emplacement des produits.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Suites VI 24012019

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux d'entreposage de déchets présentent les caractéristiques de réaction au feu minimales suivantes (selon NF EN 13 501-1) : – matériaux A2 s2 d0. Les justificatifs attestant des propriétés de réaction au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constat dernière visite : Transmettre à l'inspection des installations classées, dans le délai de trois mois une attestation confirmant que les parois extérieures du local DMS sont conformes aux caractéristiques minimales de réaction au feu (A2 s2 d0). En cas de non-conformité, l'exploitant</p>

devra s'équiper d'un local d'entreposage de déchets dangereux présentant les caractéristiques de réaction au feu minimales suivantes : matériaux A2 s2 d0 (selon NF EN 13 501-1).
Constats : L'exploitant a transmis un rapport de contrôle de la société ALPES Contrôle en date du 03/05/2019, ce rapport indique que toutes les parois du local de stockage ont une réaction au feu A2-s1,d0. Les matériaux ont une résistance au feu plus importante que l'exigence réglementaire. L'exploitant est également équipé de deux armoires coupe-feu pour le stockage de déchets ménagers spécifiques. L'exploitant transmettra les éléments attestant du caractère coupe-feu de ces armoires dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Suites VI 24012019

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Plan
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents. Constat dernière visite : Observation : Transmettre, dès réception et dans le délai de trois mois maximum, le plan mis à jour de positionnement des équipements d'alerte et de secours (extincteurs). L'inspection rappelle à l'exploitant que le plan doit être tenu à disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : Le plan d'évacuation de la déchetterie indique le positionnement des équipements d'alerte et de secours. Une boîte à clef est présente à l'entrée du site, afin de mettre à disposition des pompiers les plans des locaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Suites VI 24012019

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchet sortant
Prescription contrôlée : I. Registre des déchets sortants. L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : • la date de l'expédition, • le nom et l'adresse du destinataire, • la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement), • le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable, • l'identité du transporteur, • le numéro d'immatriculation du véhicule, • la qualification du traitement final vis-à-vis de la

<p>hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...), • le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE.</p> <p>Transmettre, dans un délai de trois mois le registre des déchets sortants avec les mentions supplémentaires suivantes : ° le code du traitement (R 12) qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n°2008/98/CE, ° la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L541-1 du CE.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre des déchets sortants a été présenté par l'exploitant, il contient les éléments demandés par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, cependant tous les déchets sortants ne sont pas indiqués dans le registre.</p> <p>Le registre des déchets sortants doit être exhaustif.</p> <p>L'exploitant utilise l'application Trackdéchets afin de réaliser le suivi des déchets dangereux expédiés.</p> <p>Cependant la traçabilité de l'ensemble des déchets dangereux n'est pas réalisée via Trackdéchets, des bordereaux papiers sont encore émis notamment pour certains déchets gérés par l'éco-organisme Ecosytem. L'inspection rappelle à l'exploitant que tous les bordereaux de suivi de déchets doivent être dématérialisés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 7 : Accessibilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2021, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accès pompier</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des déchets à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée de l'installation. L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie engins ou par une voie échelles si le plancher bas du niveau le plus haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie. Une des façades de chaque bâtiment est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés</p>
<p>Constats :</p> <p>La déchetterie dispose de deux accès. La plateforme de déchets verts n'est pas entièrement clôturée. L'exploitant doit mettre en place la clôture sous 3 mois.</p> <p>Chaque installation dispose d'une clôture mais le site n'est pas clôturé avant le pont bascule, ainsi il n'est pas possible de rentrer sur les installations sauf au niveau du pont bascule et de la plateforme de déchets verts dont la clôture doit être finalisée par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 8 : Surveillance émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2021, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée, selon les modalités suivantes : • la fréquence des mesures est annuelle ; • si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ; • si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent. Des mesures compensatoires doivent être mises en place et porter à la connaissance de l'inspection. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
Constats : L'exploitant a présenté le contrôle des émissions sonores réalisé par l'APAVE en juin 2021, les mesures ont été réalisées en période diurne de 7h à 22h. L'exploitant indique que l'activité sur la déchetterie peut débuter à 6h, lors des prochaines analyses de bruit les mesures doivent être également réalisées en période nocturne. Les analyses de bruit ont uniquement été réalisées autour de la déchetterie, elles doivent être réalisées pour l'ensemble du site en incluant la plateforme de compostage, le quai de transfert et la plateforme de déchets verts.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.
Constats : L'exploitation de l'installation de compostage se fait sous la surveillance du responsable désigné.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Prescription contrôlée : L'ensemble du site et des voies de circulation internes au site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus. Lorsqu'ils relèvent de la responsabilité de l'exploitant, les abords de l'installation, comme par exemple l'entrée du site ou d'éventuels émissaires de rejets, font l'objet d'une maintenance régulière. L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre les proliférations d'insectes et de rongeurs et pour éviter le développement de la végétation sur les tas de compost, et ce sans altération de ceux-ci.
Constats : L'inspection a constaté que la plateforme est utilisée à sa capacité maximale, les réseaux d'évacuation des eaux ne sont pas maintenus propres ce qui pourrait rendre difficile l'évacuation des eaux vers le bassin de stockage des eaux pluviales. L'exploitant doit nettoyer les réseaux d'évacuation des eaux pluviales sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Registre entrée/sortie
Prescription contrôlée : L'admission des déchets suivants sur le site de l'installation est interdite : - boues dont la concentration en polluants dépasse les valeurs limites prévues par l'arrêté du 8 janvier 1998 ; - déchets dangereux au sens de l'article R.541-8 du code de l'environnement ; - sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 8 du règlement (CE) n°1069/2009 ; - déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection. Toute admission envisagée par l'exploitant de matières à composter d'une nature ou d'une origine différentes de celles mentionnées dans le dossier de déclaration est portée à la connaissance du préfet. [...] 3.5.3 Enregistrement lors de l'admission Toute admission de déchets ou de matières destinés à être compostés donne lieu à un enregistrement: - de leur désignation ; - de la date de réception; - du tonnage; - du nom et de l'adresse de l'expéditeur initial ; - le cas échéant, de la date et du motif de refus de prise en charge, complétés de la mention de destination prévue des déchets et matières refusés. L'exploitant est en mesure de justifier de la masse des matières reçues lors de chaque réception, sur la base d'une pesée effectuée lors de la réception ou des informations et estimations communiquées par le producteur de ces matières ou d'une évaluation effectuée selon une méthode spécifiée. Cette disposition relative à

l'enregistrement des matières ne s'applique pas aux effluents produits par un élevage dont l'installation de compostage est connexe. Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de 3 ans. Ils sont tenus à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.

3.5.5 Enregistrement des sorties de déchets et de compost

L'exploitant établit un bilan annuel de la production de compost, que ce dernier soit mis sur le marché, distribué gratuitement, valorisé ultérieurement ou éliminé en tant que déchet. Il tient en outre à jour un registre de sortie mentionnant sa destination: mise sur le marché conformément aux articles L.255-1 à L.255-11 du code rural et de la pêche maritime, traitement (compostage, séchage...), épandage ou élimination (mise en installation de stockage, incinération ...).

Dans le cas où le compost est mis sur le marché, ce registre indique notamment :

- la date, la quantité enlevée, les références du lot et les caractéristiques du compost (analyses) par rapport aux critères spécifiés au point 3.9,
- l'identité et les coordonnées du client.

Le registre de sortie est archivé pendant une durée minimale de 10 ans et tenu à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôle chargées des articles L.255-1 à L.255-11 du code rural et de la pêche maritime. Le cahier d'épandage tel que prévu par l'arrêté du 7 février 2005 susvisé peut tenir lieu de registre de sortie.

Constats :

L'inspection a consulté les tableaux de suivi des déchets admis, permettant d'enregistrer les déchets admis. Le tableau d'admission n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection, la prescription est respectée. La pesée est réalisée au pont bascule pour les déchets verts provenant d'autres installations. Pour les déchets verts directement déposés sur la plateforme de déchets verts de l'installation, il est utilisé un engin avec un dispositif de pesée embarquée.

L'inspection a consulté les tableaux d'enregistrement des sorties de déchets et compost, ceux ci n'indiquent pas l'identité et les coordonnées du client pour le compost mis sur le marché. L'exploitant doit compléter le tableau de suivi.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 30 jours

N° 12 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.7

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'entreposage

Prescription contrôlée :

L'entreposage des matières entrantes se fait de manière séparée de celui des composts, par nature de produits, sur les aires identifiées réservées à cet effet. Les produits finis destinés à un retour au sol sont entreposés par lots afin d'en assurer la traçabilité. Tout entreposage à l'air libre de matières pulvérulentes, très odorantes ou fortement évolutives est interdit. L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau du stockage des matières entrantes ou lors des phases de fermentation ou de maturation. La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres. Cette hauteur peut être portée à 5 mètres pour l'entreposage du

compost produit s'il est conforme à une norme et si l'exploitant démontre que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et n'a pas d'effet néfaste sur la qualité du compost.
Constats : L'exploitant a des zones dédiées aux déchets verts réceptionnés, à la maturation et au compost final. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que la hauteur des tas et andains est inférieure ou égale à 5 mètres. Par arrêté préfectoral du 17 novembre 2010, l'exploitant a été autorisé à porter à une hauteur de 5 mètres les tas et andains de matières fermentescibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 13 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle et suivi du procédé
Prescription contrôlée : L'exploitant instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost. Il indique dans son dossier d'enregistrement l'organisation mise en place pour respecter cette gestion par lots. Il tient à jour un document de suivi par lots sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières et de l'évolution biologique du compostage et permettant de faire le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage. Lorsqu'elles sont pertinentes en fonction du procédé mis en œuvre, les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document : <ul style="list-style-type: none"> - nature et origine des produits ou déchets constituant le lot, - mesures de température et d'humidité relevées au cours du process, - les mesures de température étant réalisées conformément à l'annexe II, - nombre et dates des retournements ou périodes d'aération et, le cas échéant, des arrosages des andains, - durée de la phase de fermentation et de la phase de maturation, - les résultats des analyses nécessaires à la démonstration de la conformité du lot de compost sortant aux critères définissant une matière fertilisante. Le document de suivi est régulièrement mis à jour, archivé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour une durée minimale de 10 ans. Il est communiqué à tout utilisateur des matières produites qui en fait la demande. Les anomalies de procédé et les non-conformités des produits finis sont relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations connexes d'un élevage compostant uniquement ses propres effluents.
Constats : L'exploitant a mis en place une gestion par lots séparés de fabrication. Le document de suivi a été présenté à l'inspection pour les lots 121 et 122. Le tableau de suivi mis en place reprend l'ensemble des éléments demandé dans la prescription ci-dessus. Les relevés de température montrent une température supérieure à 55 °c pendant plus de 72 h, la durée de fermentation est supérieure à 3 semaines mais seuls deux retournements ont été réalisés, ce point est non conforme. Le lot 122 est constitué des apports du 9 février au 24 mars soit 1 083,46 tonnes, ce qui donne une quantité de déchets reçue par jour inférieure à 30 tonnes, les quantités reçues correspondent au

seuil de déclaration conformément au classement du site. En 2022, l'exploitant a déclaré le traitement de 8 011,67 tonnes soit une quantité de déchets reçue inférieure à 30 tonnes par jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 14 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation du compost
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour utiliser ou mettre sur le marché, même à titre gratuit, le compost produit, l'exploitant doit se conformer aux dispositions des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural et de la pêche maritime relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture. La matière issue du compostage peut être utilisée comme matière intermédiaire destinée à la fabrication d'une matière fertilisante ou d'un support de culture si elle respecte au minimum les teneurs limites définies dans la norme NF U 44-051 concernant les éléments traces métalliques et composés traces organiques. Sa teneur en éléments indésirables (morceaux de plastiques, de métaux, de verres) doit également être conforme aux valeurs limites de la norme NF U 44-051 dans les cas où la fabrication du compost fini ne fait pas appel à une étape d'élimination de ces éléments indésirables. Les résultats d'analyses et justificatifs correspondants relatifs aux composts mis sur le marché et aux matières intermédiaires sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural et de la pêche maritime. A défaut de disposer d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente, d'une autorisation de distribution pour expérimentation, ou d'avoir un compost ou une matière conforme à une norme d'application obligatoire, l'exploitant doit respecter les dispositions relatives à l'épandage décrites au point 5-10.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté les analyses du lot 121 et 122 du compost, le laboratoire conclut à la conformité à la norme NF U 44-051. Les analyses ont été réalisées par le laboratoire auréa en septembre 2023.</p> <p>Cependant, les résultats des dénombrements d'Escherichia coli et d'entérocoques sont supérieurs à la valeur limite indiquée par la norme NF U 44-051, l'exploitant justifiera ces dépassements et la conformité au lot en se rapprochant du laboratoire.</p> <p>L'exploitant met également à disposition des broyats de déchets verts, afin d'être mis à disposition ce broyat doit être conforme à la norme NF U 44-051. Ce point n'a pas été développé lors de la visite d'inspection, l'exploitant transmettra à l'inspection les éléments attestant du respect à la norme NF U 44-051.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment:

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite des tas de matières avant, pendant et après compostage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures . A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. Si cette dernière n'est pas exclusivement destinée à l'extinction d'incendie, l'exploitant matérialise le volume requis pour assurer la défense contre l'incendie et s'assure de la disponibilité permanente de la réserve d'eau. Son dimensionnement et son implantation doivent avoir reçu l'accord des services départementaux d'incendie et de secours avant la mise en service de l'installation.
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

En cas de risque élevé d'incendie, l'installation est également dotée de robinets d'incendie armés situés à proximité des issues des bâtiments fermés. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Les moyens de lutte contre l'incendie sont disponibles en permanence et dimensionnés pour fonctionner efficacement quelle que soit la température extérieure et notamment en période de gel. L'exploitant est en mesure de justifier à l'inspection des installations classées la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau mentionnée au premier alinéa ci-dessus. En cas d'installation de systèmes automatiques d'extinction d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Constats :

L'installation dispose d'un poteau incendie, celui-ci a été contrôlé en décembre 2022 par Véolia. L'exploitant a transmis le rapport de contrôle qui conclut à la conformité du débit, 85 m³/h sous 1 bar.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 5.7

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Sans préjudice de la convention de déversement dans le réseau public (art. L1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

- a) dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :
- pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline)
 - température < 30° C

[...]

- c) dans le cas de rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu

de station d'épuration :

- matières en suspension : 100 mg/l si flux journalier < 15 kg/j, 35 mg/l au-delà,
- DCO : 300 mg/l si flux journalier < 100 kg/j, 125 mg/l au-delà,
- DBO5 : 100 mg/l si flux journalier < 30 kg/j, 30 mg/l au-delà.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec les objectifs de qualité des eaux visés au IV de l'article L.212-1 du code de l'environnement.

Constats :

Les analyses de rejets des eaux pluviales transitant par la plateforme sont réalisées par l'exploitant deux fois par an. Les résultats des analyses des rejets d'eaux de novembre 2022 et mai 2023 ont été présentés à l'inspection. Les analyses sont réalisées par lab'eau, les résultats d'analyses de mai 2023 font apparaître un dépassement pour la DCO : 393 mg/L.

L'exploitant réalisera une analyse fin 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 30 jours